

Reprise modérée de l'emploi salarié au 4^e trimestre 2013

Au quatrième trimestre 2013, la reprise de l'emploi salarié en Basse-Normandie suit le même rythme que la moyenne nationale (+ 0,1 %). Cette amélioration, déjà constatée au trimestre précédent, résulte d'une bonne tenue du tertiaire marchand, y compris de l'intérim.

A l'inverse, l'emploi continue de décroître dans la construction, où l'activité se dégrade faute d'une demande suffisante, tant privée que publique. La construction de logements neufs recule sur la fin de l'année et les prévisions des chefs d'entreprises restent peu optimistes pour 2014. La baisse de l'emploi industriel permanent se poursuit, elle aussi.

Les créations d'emplois dans le tertiaire étant supérieures aux destructions dans l'industrie et la construction, le chômage s'est replié dans les trois départements, à un rythme plus soutenu que la tendance nationale.

Les créations d'auto-entreprises redémarrent sans toutefois compenser le repli des créations d'entreprises individuelles hors auto-entrepreneurs. La Basse-Normandie est ainsi, avec la Picardie, la seule région à enregistrer une baisse de ses créations d'entreprises au quatrième trimestre.

L'activité touristique a été décevante, en raison d'une moindre fréquentation de la clientèle française.

Alain COËNON, Anne-Solange GONY, Matthieu BOIVIN, Insee Basse-Normandie

Le contexte international

La zone euro retrouve un peu de tonus

L'embellie s'est poursuivie dans les économies avancées au quatrième trimestre 2013. Dans la zone euro, l'activité a accéléré du fait d'une reprise des exportations et de l'investissement.

Les économies émergentes traversent une zone de turbulences monétaires. Les monnaies russe, turque et argentine se sont à nouveau dépréciées au début de l'année, en lien avec la réduction des achats de bons du Trésor par la Réserve fédérale américaine. En Chine, le climat des affaires s'est affaibli. Au total, les importations des économies émergentes perdraient de la vigueur début 2014.

Les économies avancées continueraient de croître modérément d'ici mi-2014. Aux États-Unis, l'activité serait toujours solide, malgré les événements météorologiques extrêmes du début d'année. Au Royaume-Uni, l'activité continuerait d'être dopée par la hausse des prix des actifs et le redémarrage du crédit. Surtout, la zone euro retrouverait un peu de tonus (+ 0,4 % au premier trimestre puis + 0,3 % au deuxième), grâce à une moindre consolidation budgétaire, un redressement de l'investissement et une baisse de l'épargne de précaution des ménages.

Contexte national

Une reprise modeste

L'activité a progressé en France au quatrième trimestre 2013 (+ 0,3 % après - 0,1 %). Au premier semestre 2014, l'activité progresserait de 0,2 % en moyenne par trimestre, mais avec un profil heurté (+ 0,1 % puis + 0,3 %). En effet, le dynamisme des dépenses en biens durables et de construction au quatrième trimestre 2013 résulte en partie de comportements d'anticipation, et aurait ainsi généré un contrecoup début 2014. En outre, la production d'énergie se contracterait au premier trimestre 2014 (- 1,5 %) avant de rebondir au deuxième (+ 2,4 %), en raison des températures particulièrement douces de cet hiver. Au total, la demande resterait peu dynamique au premier semestre 2014 : les exportations continuent d'être pénalisées par l'appréciation passée de l'euro, l'investissement serait freiné par l'absence de reprise dans la construction et la consommation des ménages progresserait faiblement.

L'emploi total progresserait au premier semestre 2014 (+ 53 000 après + 66 000 au second semestre 2013), principalement du fait des emplois aidés, et le taux de chômage serait stable, à 10,2 %.

Légère amélioration de l'emploi salarié

Après une baisse continue les six trimestres précédents, l'emploi salarié marchand non agricole bas-normand se reprend pour atteindre 312 000 emplois fin décembre 2013. Au cours du quatrième trimestre 2013, 320 postes ont été créés, soit une hausse de 0,1 %. Cette amélioration ne concerne pas tous les secteurs. Si les services marchands ont créé des emplois, y compris dans l'intérim, l'industrie et la construction ont continué de détruire des emplois permanents. Au niveau national, on observe la même tendance, avec une augmentation de 0,1 % de l'emploi.

Dans l'industrie, 280 emplois permanents disparaissent, situation équivalente à celle de la France métropolitaine (- 0,3 %). Ces pertes d'emplois industriels sont principalement constatées dans le secteur de la fabrication de matériels de transport (- 0,9 %) et dans l'industrie agroalimentaire (- 0,8 %).

La diminution des mises en chantier de logements neufs continue de se faire ressentir dans le secteur de la construction, où les effectifs salariés décroissent pour le huitième trimestre consécutif (- 0,8 %). Au niveau national, l'emploi permanent dans la construction continue aussi de se contracter (- 0,5 %).

Le tertiaire marchand hors intérim gagne 540 emplois (+ 0,3 %), principalement dans le commerce et réparation d'automobiles et de motocycles, dans les activités scientifiques et techniques, et dans les services administratifs et de soutien. Seul le secteur de l'hébergement et restauration perd quelques emplois. Au niveau national, le tertiaire marchand hors intérim gagne des emplois dans les mêmes proportions (+ 0,3 %).

L'intérim, plus sensible aux variations de la conjoncture, continue de progresser (+ 2,4 %), mais dans de moindres proportions qu'au niveau national (+ 4,6 %). L'embellie constatée au cours des deux derniers trimestres pourrait être signe d'une amélioration du climat conjoncturel pour les mois à venir.

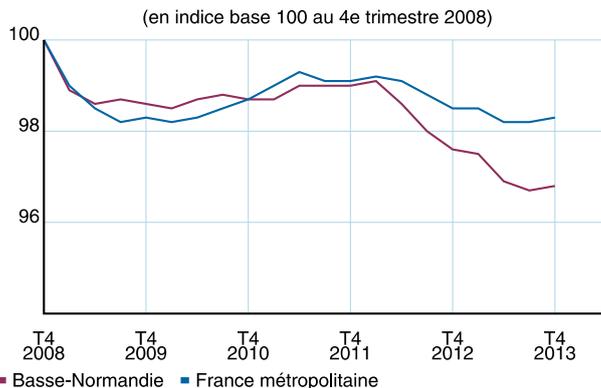
Des trois départements, la Manche connaît l'évolution la plus favorable de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (+ 0,4 %) ; les emplois sont créés principalement dans l'industrie et le tertiaire marchand hors intérim. Dans le Calvados, les effectifs salariés augmentent également (+ 0,2 %) : les pertes d'emplois permanents dans l'industrie et la construction sont compensées par une bonne tenue de l'emploi dans le commerce et un recours plus important à l'intérim. A contrario, l'Orne connaît des destructions d'emplois dans tous les secteurs (- 0,7 %).

Après plusieurs trimestres de repli, l'emploi salarié en Basse-Normandie a donc entamé une stabilisation. On est cependant toujours loin de retrouver le niveau d'emploi d'avant la crise. Depuis le pic du quatrième trimestre 2007, 17 800 emplois ont été détruits, pour moitié dans l'industrie.

Le chômage s'infléchit dans les trois départements

Au quatrième trimestre 2013, en Basse-Normandie, le taux de chômage s'établit à 9 % de la population active. Il reste inférieur de 0,8 point au taux de chômage métropolitain (9,8 %). Sur un an, de décembre 2012 à décembre 2013, le taux de chômage diminue de 0,3 point en Basse-Normandie, tandis qu'il est stable en France métropolitaine.

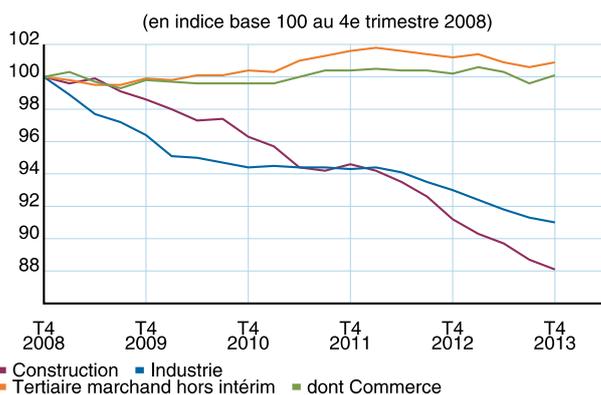
Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

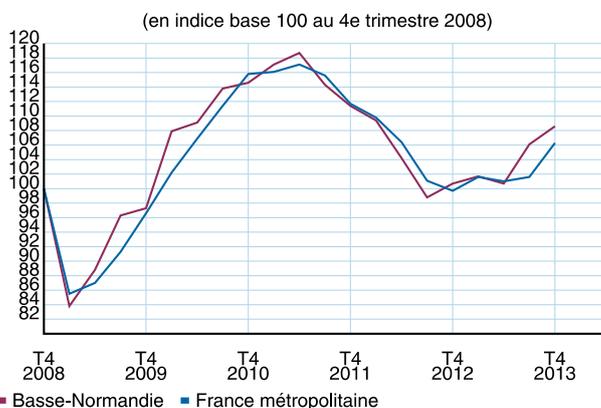
Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Basse-Normandie



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Au quatrième trimestre, le Calvados a le taux de chômage le plus élevé (9,5 %), suivi de l'Orne (9,1 %), la Manche présentant le taux le plus faible (8,3 %). Sur les douze derniers mois, le taux de chômage diminue dans des proportions équivalentes dans les trois départements.

La consolidation du marché de l'emploi régional au quatrième trimestre est confirmée par un plafonnement du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en début d'année 2014. En effet, si le nombre d'inscrits a continué d'augmenter sensiblement jusqu'en janvier 2014, il s'est ensuite stabilisé en février. Cette stabilité cache toutefois des disparités selon les catégories de demandeurs. Ainsi, les demandes d'emplois progressent chez les plus de 50 ans et chez les chômeurs de longue durée, alors qu'elles régressent dans les autres catégories. Au total, fin février 2014, plus de 104 000 demandeurs inscrits en Basse-Normandie étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi.

L'activité dans la construction se dégrade

Au quatrième trimestre, au niveau régional comme au niveau national, l'activité dans la construction se contracte. Globalement, la demande, tant privée que publique, reste mal orientée.

Dans le gros œuvre, la construction de logements recule. Fin décembre, 7000 logements ont été mis en chantier au cours des douze derniers mois, soit une baisse de 1,3 % en trois mois. Les logements collectifs sont particulièrement impactés par cette dégradation des mises en chantier (- 4 %), les logements individuels ne diminuant que de 2,6 %. A l'inverse, la mise en chantier de logements en résidence progresse très nettement.

C'est dans le Calvados que l'on enregistre la baisse la plus importante (- 3,7 %), les mises en chantier dans l'Orne étant en recul de 2,6 %. A l'inverse, dans la Manche, elles progressent de 4,9 % du fait du nombre important de mises en chantier de logements en résidence.

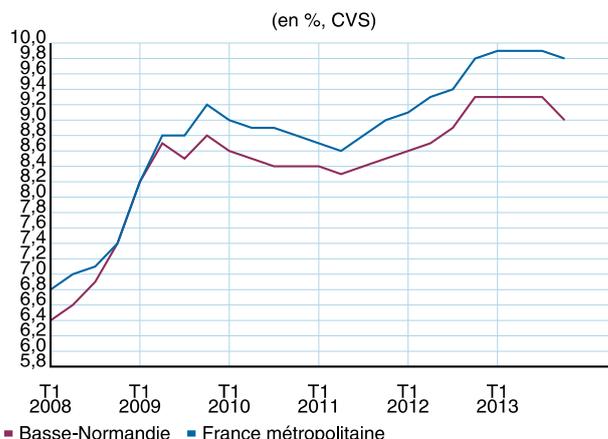
Toutefois, même si le quatrième trimestre est en recul, la tendance est à la hausse sur l'ensemble de l'année. Les mises en chantier progressent de 3,8 % par rapport à 2012 alors qu'elles diminuent de 5,2 % en France métropolitaine. Cette reprise sur l'année 2013 est due à la construction de logements collectifs (+ 20,2 %) alors que la construction de logements individuels chute de plus de 10 %. Sur un an, les mises en chantier s'accroissent dans le Calvados et dans l'Orne (+ 7,3 % et + 10,5 %) mais diminuent dans la Manche (- 5 %).

Le nombre de logements autorisés à la construction (permis de construire) au cours des 12 derniers mois baisse de 4,2 % par rapport au cumul atteint fin septembre 2013 et de 5,2 % par rapport à celui atteint fin décembre 2012. Sur un an, ce repli est moins important qu'au plan national (- 13 %). La Manche est le département le plus impacté (- 11 %), le Calvados celui qui résiste le mieux (- 2 %).

Dans le second œuvre, l'activité reste stable, portée par la demande privée sur le marché de l'entretien-amélioration, notamment grâce aux travaux d'adaptation au vieillissement et au handicap. La demande publique reste atone du fait des difficultés financières des collectivités et de la période de campagne électorale peu propice à l'activité.

Le niveau d'activité est donc toujours en berne et les carnets de commande en léger recul au cours de ce quatrième trimestre : 4,1 mois en moyenne contre 4,3 mois le trimestre précédent. Les prévisions des chefs d'entreprise restent peu optimistes pour le premier trimestre 2014.

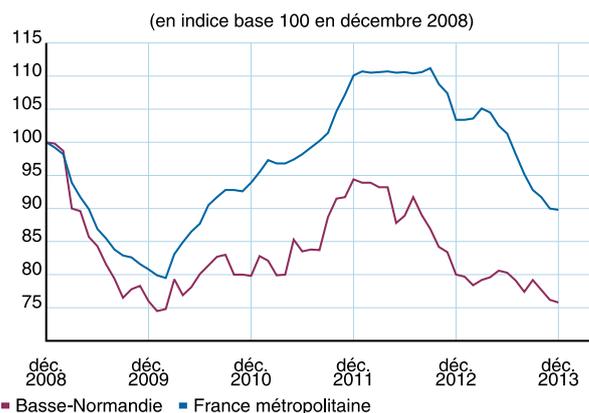
Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

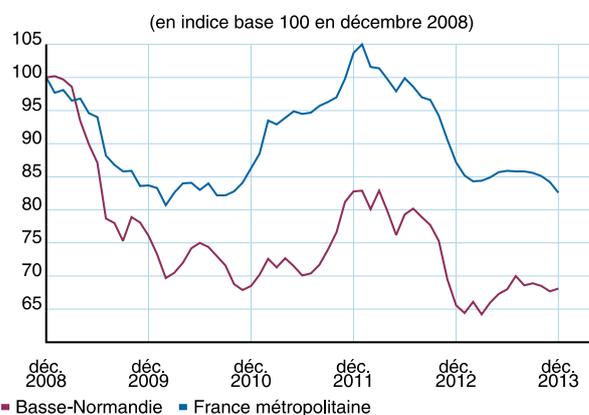
Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Nouvelle baisse de fréquentation dans les hôtels

Au quatrième trimestre, la fréquentation hôtelière a diminué de 2,5 % par rapport au quatrième trimestre 2012. L'augmentation de la clientèle étrangère (+ 7,5 % de nuitées) n'a pas compensé la diminution de la clientèle française (- 4,5 % de nuitées).

La baisse de la fréquentation dans les hôtels de Basse-Normandie est plus forte que dans la moyenne des régions métropolitaines (- 0,3 %) où l'on constate néanmoins les mêmes tendances : progression des nuitées étrangères (+ 5 %) et baisse de la fréquentation française (- 2,7 %).

La fréquentation hôtelière étant stable dans le Calvados, ce sont les deux autres départements qui accusent une baisse sensible de la clientèle : - 5,5 % dans la Manche et - 9 % dans l'Orne par rapport au quatrième trimestre 2012.

Sur l'ensemble de l'année, la fréquentation hôtelière marque une baisse (- 2,2 %) en dépit d'une progression des nuitées étrangères (+ 12 %).

Légère baisse des créations d'entreprises

La Basse-Normandie est la seule région avec la Picardie à enregistrer une baisse de ses créations d'entreprises au quatrième trimestre.

Le nombre de créations d'entreprises bas-normandes diminue légèrement pour le deuxième trimestre consécutif. Ce sont un peu plus de 2 000 nouvelles entreprises qui ont vu le jour au quatrième trimestre (- 0,7 % contre + 6,1 % en France métropolitaine). Cette stabilité des créations cache une situation hétérogène. Hors auto-entreprises, les créations affichent une baisse sensible (- 3,4 % contre + 2,6 % en France métropolitaine), après cinq trimestres de hausse consécutifs, les créations d'entreprises individuelles régressant davantage que les créations de sociétés. Mais les créations d'entreprises sous le régime d'auto-entrepreneur gommant en partie ce repli (+ 1,9 % contre un fort rebond de 9,6 % en France métropolitaine). Comme sur l'ensemble du territoire national, les auto-entreprises représentent la moitié des créations en Basse-Normandie.

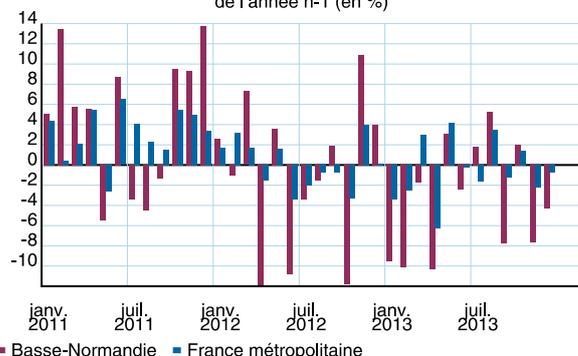
En données mensuelles brutes à la date de jugement cumulées sur un an, les défaillances d'entreprises sont stables au quatrième trimestre en Basse-Normandie (- 0,3 %) alors qu'elles progressent en France métropolitaine (+ 0,8 %).

Méthodologie

Les séries de taux de chômage localisés associées à la publication des résultats du quatrième trimestre 2013 sont révisées. D'une part, le nombre de chômeurs est revu à la baisse au niveau national après la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi ce qui a une incidence comparable sur les taux de chômage estimés au niveau local. D'autre part, la méthode d'estimation des taux de chômage localisés a été améliorée sur différents points (passage de l'emploi au lieu de travail à l'emploi au lieu de résidence, information sur les travailleurs frontaliers...). A partir d'avril 2014, les nouvelles séries de taux de chômage régionaux et départementaux sont rétropolées. L'impact des changements de méthode ayant été neutralisé, elles sont cohérentes sur l'ensemble de la période d'estimation. Dans cette série rétropolée, l'écart est d'environ - 0,5 point par rapport aux données publiées antérieurement portant sur les trimestres précédents. Cet écart est comparable avec celui enregistré, en moyenne, dans les autres régions.

Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Évolution du nombre de nuitées @nl du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)

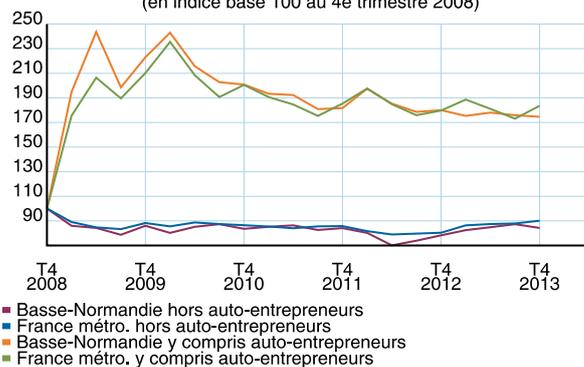


Note : données mensuelles brutes. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.

Source : Insee, DGCIS, partenaires régionaux

Créations d'entreprises

(en indice base 100 au 4e trimestre 2008)

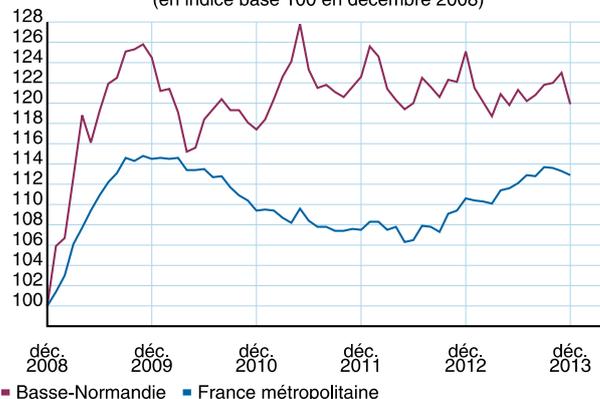


Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture. Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Défaillances d'entreprises

(en indice base 100 en décembre 2008)



Note : données mensuelles brutes au 07 février 2014, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France